

# Étienne Fakaba Sissoko : « Au Mali, Assimi Goïta a réussi l'impossible : transformer une crise en désastre »

Économiste et auteur de plusieurs ouvrages sur la gouvernance au Mali, Étienne Fakaba Sissoko a été incarcéré à deux reprises par les autorités de la transition. Loin de le briser, la prison semble avoir renforcé sa détermination.



Dr. Étienne Fakaba Sissoko, analyste économique et politique à Bamako, le jeudi 9 avril 2021. © Nicolas Réméné pour JA © Nicolas Réméné pour JA

Par **Jeune Afrique**

Publié le 8 juillet 2025 · Lecture : 6 minutes.

Fichier généré le 08/07/2025 à 09:33

Les autorités de la transition malienne, qui voulaient le faire taire, n'ont réussi qu'à réveiller le lion qui sommeillait en lui. Économiste, ancien analyste à la Minusma (la mission de l'ONU, poussée vers la sortie par la junte) et ancien conseiller du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), renversé en août 2020, Étienne Fakaba Sissoko avait été arrêté une première fois en 2022 pour avoir tenu des « propos tendant à la stigmatisation ou à la discrimination régionaliste, ethnique ou religieuse ».

Il avait, à l'époque, accusé le Premier ministre, Choguel Maïga, d'avoir favorisé les nordistes dans les nominations à des postes à responsabilités et d'avoir « marginalisé » les chrétiens en organisant les Assises nationales de la transition durant la période de Noël. Après avoir passé six mois derrière les barreaux, il avait été libéré.

En mars 2024, il était de nouveau incarcéré pour avoir publié, quelques mois plus tôt, un pamphlet intitulé *Propagande, agitation et harcèlement : la communication gouvernementale pendant la transition au Mali*. Poursuivi, cette fois, pour « atteinte au crédit de l'État », « injures » et « diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler la paix publique », il s'était défendu en assurant n'avoir fait qu'« écrire la vérité ».

## Le Gayma, métaphore du Mali

Libéré en mars dernier, Sissoko refuse le silence auquel se sont résignés nombre d'opposants après leur sortie de prison. En moins de trois mois, il publie trois livres, tous rédigés durant sa détention. « J'ai tiré les leçons de mes arrestations passées, concède-t-il. Aujourd'hui, je désigne les maux sans exposer directement les individus. »

Cette ligne de conduite, il la décline aussi dans une chronique intitulée *Le Carnet de Sabu*, qu'il publie sur les réseaux sociaux. Il y narre les déboires du pouvoir au Gayma, un pays imaginaire qui ressemble comme deux gouttes d'eau au Mali. Interview avec un universitaire « que la prison a privé de liberté, mais libéré de la peur ».

## **Jeune Afrique : Vous avez été emprisonné à deux reprises depuis la chute d'IBK. Comment avez-vous vécu ces épisodes ?**

**Étienne Fakaba Sissoko :** Comme une injustice profonde. Au XXI<sup>e</sup> siècle, être privé de liberté en raison de ses opinions est inadmissible. Je n'ai ni pris les armes, ni détourné de fonds publics, ni blessé qui que ce soit. J'ai été puni pour avoir eu le courage d'écrire la vérité. Cette détention a été une souffrance morale immense, pour moi, ma famille, mes proches et mes étudiants. Mais personne n'a pu contester la rigueur de mes analyses, et c'est précisément cette vérité, dérangeante, qui m'a coûté la liberté. D'une certaine manière, la prison m'a libéré de la peur. Après avoir tout sacrifié pour mes convictions, il ne me reste plus que la dignité.

### **Quel était votre quotidien, en détention ?**

La prison, c'est une solitude qui vous oblige à réfléchir profondément, un pèlerinage forcé. J'avais instauré une routine d'écriture intensive : quatre ouvrages rédigés en prison, dont trois déjà publiés et un quatrième bientôt disponible. J'ai écrit pour prouver que, même derrière des barreaux, l'esprit reste libre.

Le soir, nous marchions, jouions au football ou aux dames. Les échanges avec d'autres détenus politiques étaient précieux. Nous refaisions sans cesse le Mali, partageons nos espoirs, nos colères et notre vision d'un pays meilleur.

👄 *Même du fond d'une cellule, ma voix continuera à résonner, plus fort que jamais.*

**Durant votre incarcération, vous avez noué des liens avec l'ancien ministre Lamine Seydou Traoré et avec Adama Ben Diarra, alias Ben le Cerveau, qui furent des soutiens de la junte. Comment ces rapprochements se sont-ils faits ?**

Avec Adama Ben Diarra, notre amitié était antérieure. Nous sommes issus de l'école politique d'Amadou Djicoroni (un compagnon historique de Modibo Keïta), qui nous a forgés idéologiquement depuis notre jeunesse. Nous avons mené ensemble de nombreux combats, notamment celui contre la révision constitutionnelle, en 2017. Même si nos parcours ont divergé au début de la transition, Diarra a fini par partager la conviction que l'avenir du Mali passait obligatoirement par le retour à l'ordre constitutionnel. En nous jetant en prison, le régime pensait nous diviser, mais il a réussi l'exploit inverse : unir des patriotes contre lui.

Quant à mon amitié avec Lamine Seydou, elle est née dans l'épreuve partagée, révélant chez chacun de nous une profonde sincérité patriotique.



**A lire :**

**α Au Mali, le difficile quotidien des détenus politiques à la prison de Bamako**

**Malgré deux séjours en prison, vous demeurez critique à l'égard du régime de la transition, et refusez de garder le silence. Pourquoi ?**

Me taire serait cracher sur la tombe de ceux qui sont morts en mars 1991 [lors de la chute de Moussa Traoré]. Ceux qui veulent me faire taire perdent leur temps : même du fond d'une cellule, ma voix continuera à résonner, plus fort que jamais. La démocratie ne transige pas avec les menaces, elle les combat jusqu'à son dernier souffle. Nous devons préserver nos acquis, nous battre inlassablement pour la démocratie. Peu importe le prix, même si c'est pour retourner en prison dix fois, car garder le silence reviendrait à être complice de ceux qui détruisent notre pays.

**Les trois livres publiés après votre libération sont très critiques envers le pouvoir. Peut-on dire que vous êtes devenu un universitaire « rebelle » ?**

Un universitaire est par essence rebelle, et le savoir qui se tait devient complice. Mes livres ne visent pas explicitement le pouvoir, mais ils reflètent la réalité brutale et absurde dans laquelle nous vivons. La littérature offre cette subtile protection tout en incitant à une réflexion profonde sur notre société.

📖 *La popularité d'un régime se mesure au bruit des urnes, pas au silence des prisons.*

**Quel regard portez-vous sur la dissolution des partis politiques et sur l'octroi, sans élections, d'un mandat de cinq ans renouvelable à Assimi Goïta ?**

C'est une mascarade, une violation grossière de la démocratie et de notre Constitution. Assimi Goïta se croit au-dessus des lois. Or il n'est que le reflet d'une autorité qui confond son fusil avec la légitimité. Le départ des autorités de la transition est une exigence absolue et non négociable.

**Malgré tout, la junte conserve une certaine popularité auprès d'une partie de la population. Comment expliquez-vous cela ?**

La popularité d'un régime se mesure au bruit des urnes, pas au silence des prisons. Ceux qui parlent de popularité vivent dans un fantasme orchestré par une propagande cynique. Un dictateur populaire, c'est comme une démocratie sans élections : une imposture.



**A lire :**

📖 **Au Mali, cette nouvelle génération qui ose défier Assimi Goïta au nom de la démocratie**

**Cela fera bientôt cinq ans que la transition a commencé, au Mali. Quel bilan en tirez-vous ?**

En l'espace de cinq ans, la transition a accompli l'impossible : transformer une crise grave en désastre total. Bravo l'artiste ! Corruption généralisée, insécurité croissante, économie ruinée, justice corrompue, libertés bafouées, aucun investissement majeur, aucun progrès tangible... Le seul exploit [de la junte au pouvoir] est d'avoir transformé une crise en désastre national. Ce bilan est accablant, et indéfendable.

**Entre les partisans et les opposants au régime de la transition, le fossé est profond. Quelles seraient les premières mesures à prendre pour réconcilier les Maliens ?**

On ne se réconcilie avec personne sous la menace des armes. La première des réconciliations doit se faire entre la junte et la porte de sortie. Le Mali a besoin d'une réconciliation véritable, d'une justice réparatrice et d'une vision commune de l'avenir. Penser librement ne doit plus constituer un crime.

**L'Alliance des États du Sahel (AES), qui regroupe le Mali, le Niger et le Burkina Faso, a-t-elle vocation à durer ?**

L'AES est une tragicomédie où chacun croit jouer les héros alors qu'il n'est que le figurant d'une catastrophe annoncée. Ces régimes militaires partagent la même fragilité institutionnelle, économique et sécuritaire. L'AES n'est qu'un club de régimes dictatoriaux et instables, incapable d'apporter une réponse crédible aux défis que doit relever le Sahel.

---

**Jeune Afrique**

---

Assimi Goïta

Alliance des États du Sahel

---

Accueil / Politique

## La rédaction vous recommande



### « Même les oiseaux ont fui » : au Mali, des villages entiers rayés de la carte par les jihadistes

Dans le nord et le centre du Mali, les groupes jihadistes font le vide, forçant les habitants de nombreuses localités, accusés de collaborer avec l'armée, à quitter la terre de leurs ancêtres. Un phénomène qui bouleverse l'équilibre démographique, économique et culturel du pays.

28 juin 2025



### Mamani Nassiré, fossoyeur des partis politiques au Mali

De l'ombre des cabinets ministériels aux projecteurs de l'ORTM, le ministre des Réformes politiques s'est imposé comme l'un des rouages incontournables de la transition malienne. C'est lui qui travaille à offrir un mandat présidentiel à durée indéterminée au général Goïta.

20 juin 2025



### Au Mali, le Conseil des ministres favorable à un mandat présidentiel sans élection pour Goïta

Pour être définitivement adopté, ce projet de loi doit encore être examiné par le Conseil national de transition. Après le putsch, les militaires avaient assuré que le pouvoir serait rendu aux civils en 2024 au plus tard.

12 juin 2025